

Partie B

B2 Dispositions de l'appel d'offres

ZEB, Lausanne-Palézieux
amélioration du distancement
Ligne 250, km 2.800 – 22.000
N° de projet : 1127979

Table de matières

1.	Déroulement de la procédure	3
1.1	Type de procédure	3
1.2	Calendrier	3
1.3	Échéances importantes au cours du traitement des offres.....	3
2.	Dispositions générales.....	4
2.1	Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix	4
2.2	Communautés de mandataires, sous-mandataires	4
2.3	Séances et coordination.....	4
2.4	Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêt.....	5
2.5	Accès sur et aux abords des voies	6
2.6	Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage).....	6
3.	Évaluation de l'offre	8
3.1	Examen formel.....	8
3.2	Critères de qualification.....	8
3.3	Critères impératifs d'exigences minimales.....	8
3.4	Critères d'adjudication.....	10
3.5	Négociations	12
4.	Soumission de l'offre.....	13
4.1	Conditions	13
4.2	Exigences formelles	13

1. Déroulement de la procédure

1.1 Type de procédure

Procédure ouverte

1.2 Calendrier

Le déroulement de la procédure respecte le calendrier suivant:

Déroulement	Date
Publication sur SIMAP	29.05.2020
Dépôt des questions écrites	24.06.2020
Réponses aux questions à partir de	26.06.2020
Dépôt de l'offre pour soumissionnaire(s) pré-impliqué(s)	06.07.2020
Dépôt de l'offre	14.07.2020
Date prévue pour les négociations (le cas échéant)	semaine 32/2020
Date prévue d'adjudication	début septembre 2020
Début prévu des travaux	début octobre 2020

1.3 Échéances importantes au cours du traitement des offres

1.3.1 Visite des lieux

Pas de visite des lieux prévue.

1.3.2 Informations (Questions - Réponses)

Les questions relatives à l'appel d'offres doivent être formulées par écrit sur le forum du site www.simap.ch. Les réponses aux questions seront mises à disposition de tous les fournisseurs (sans mention d'origine). Aucune information ne sera donnée par téléphone ou verbalement.

2. Dispositions générales

2.1 Division du marché en lots, offres partielles, variantes, types de prix

2.1.1 Répartition en lots

Aucune division du mandat en lots n'est prévue.

2.1.2 Offres partielles

Les offres partielles ne sont pas admises.

2.1.3 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

2.1.4 Types de prix

- Des différents types de prix ne sont pas considérés comme des variantes.
- Autres types de prix sont admis, en particulier forfaitisation ou forfaitisation partielles, si l'offre de base avec le type de prix prévu est soumise également.
- Les plans de paiement sont également permis. Ils ne sont pas considérés explicitement comme d'autres types de prix.
- En cas d'offre de rabais sous forme de montant forfaitaire, le rabais forfaitaire sera déduit sous forme de pourcentage proportionnel lors de chaque facture, ce pourcentage sera également appliqué lors d'éventuels avenants.

2.2 Communautés de mandataires, sous-mandataires

2.2.1 Communautés de mandataires

Les membres d'une communauté de mandataires forment une société simple et doivent en confier le pilotage à une entreprise. Ils sont solidairement responsables. La composition d'une communauté de mandataires ne doit pas être modifiée une fois les offres et ce jusqu'à l'adjudication.

Chaque soumissionnaire peut déposer une offre seul ou avec d'autres entreprises au sein d'une communauté de mandataires; la candidature d'une entreprise en tant que membre d'une communauté dans plus d'une communauté de mandataires n'est pas autorisée.

Une entreprise peut soit faire partie d'une communauté de mandataires soit participer en tant qu'entreprise sous-traitante.

Les communautés de mandataires peuvent:

- ouvrir un propre compte, sur lequel CFF SA peut effectuer leurs paiements avec effet libératoire. Dans la mesure du possible, la désignation et le numéro du compte doivent être indiqués dans l'offre, ou au plus tard avant la finalisation du contrat.
- demander un n° de TVA propre auprès de l'Administration fédérale des contributions, division de la TVA. CFF SA exige la confirmation de l'enregistrement du consortium au registre des contribuables et la communication du n° de TVA dans un délai d'un mois après la signature du contrat.

A défaut de fourniture des justificatifs / données requises, et en cas de retard de paiement en découlant, les éventuelles pertes d'escompte sont à la charge du soumissionnaire.

2.2.2 Sous-mandataires

Les sous-mandataires sont autorisés.

Dans la partie F1 Offre, il faut spécifier les principales activités des sous-mandataires pour que le maître d'ouvrage dispose d'un aperçu des prestations en sous-traitance.

2.3 Séances et coordination

Le soumissionnaire doit prévoir toutes les séances qu'il estime nécessaire pour mener à bien le projet.
CFF SA prévoit la grille des réunions suivante

Séances					Maître d'ouvrage		Planificateur		Entreprise	
Type	Type de séance	Fréquence	Durée	Lieu	DGT/CdPg	SS	CPr	DLT	DTe	CC
A	séance de coordination	bimensuel	1.5 h	LS	♦X	X	X	(X)		
B	Séance technique	mensuel	1 h	LS	♦X	(X)	X	(X)		
C	Séance avec le directeur général des travaux	bihebdomadaire	1.5 h	chantier			(X)	♦X	X	(X)
D	Séance de la direction des travaux, Jour-Fix	bihebdomadaire	1.5 h	chantier	♦X	(X)		♦X	X	X

♦X Présidence
X Participation impérative
(X) Participation selon besoin
DGT Directeur général des travaux
CdPg Chef de projet général
SS Services spécialisés
CPr Chef de projets
DLT Direction des travaux local
DTe Direction technique (Conducteur de travaux)
CC Chef de chantier (contremaître)

Le traitement des sûretés, ainsi que la coordination avec des entreprises tierces et les prestations CFF ont lieu au cours des réunions B et C dans la langue officielle du chantier.

2.4 Confidentialité, droit de regard, conflit d'intérêt

2.4.1 Confidentialité

Les documents et informations fournis par le soumissionnaire sont utilisés exclusivement dans le cadre de la procédure de sélection en cours. Ils sont traités de manière confidentielle. Les documents ne sont pas restitués au soumissionnaire au terme du processus d'acquisition.

2.4.2 Préimplification

L'entreprise AFRY SA à CH-1800 / Vevey a élaboré l'avant-projet et a terminé son mandat. Les documents du projet élaborés par cette entreprise sont joints dans leur intégralité au devis descriptif. Le délai de présentation d'une éventuelle offre par l'entreprise préimpliquée expire le 06.07.2020. Le délai indiqué au ch. 1.4 du masque SIMAP s'applique à tous les autres soumissionnaires. Compte tenu de ces mesures, l'entreprise AFRY SA est admise à soumissionner (art. 21a OMP).

2.4.3 Conflit d'intérêt

CFF SA relève que les soumissionnaires qui prennent (ou ont pris) part à l'étude / la conception d'un projet de construction / de réalisation (projet de construction / concept général, documents d'appel d'offres techniques et financiers) seront dans certains cas en raison d'une préimplification exclus d'un éventuel appel d'offres pour la phase de réalisation. Les sociétés au sein desquelles le soumissionnaire détient des participations sont soumises au même traitement. L'entreprise détenant

une participation dans une société travaillant sur une étude de projet et/ou réalisant un projet devra le signaler à CFF SA.

Dans le cas où le mandataire / entrepreneur détient une participation dans une société, il devra introduire des mesures pour éviter tout conflit d'intérêt et les communiquer par écrit à CFF SA.

Ces mesures doivent être citées et expliquées dans un chapitre de l'offre, partie F1 Offre des documents de l'appel d'offres.

2.5 Accès sur et aux abords des voies

Il est interdit d'accéder aux abords des voies des installations ferroviaires lors du traitement de l'offre. Toute visite doit être convenue au préalable avec la direction de projet de CFF SA, qui définira également les mesures de sécurité requises à cet égard.

2.6 Promotion de la relève de mandataires (principe de parrainage)

2.6.1 Situation initiale

La Suisse manque d'un programme de relève des mandataires qualifiés. Disposée à améliorer cette situation, CFF SA encourage la relève des mandataires en proposant aux jeunes professionnels d'acquérir de l'expérience dans le traitement de projets ferroviaires.

2.6.2 Objectif

L'objectif est de permettre à de jeunes professionnels d'assumer des fonctions-clés au terme d'une introduction appropriée et via un accompagnement dans leur travail par des personnes expérimentées. Ils seront ainsi en mesure d'acquérir l'expérience et les références nécessaires à leur prochaine candidature.

2.6.3 Procédure

Pour promouvoir la relève, CFF SA utilise le principe du parrainage. Le mandataire expérimenté (personne-clé/parrain) encadre un jeune mandataire (junior). Le mandataire junior assiste la personne-clé dans son travail et profite de son expérience pratique. Il assume progressivement des tâches partielles plus complexes et davantage de responsabilités.

2.6.4 Conditions de l'appel d'offres

- L'application du principe de parrainage et le recours à un mandataire junior sont facultatifs.
- Le principe de parrainage est autorisé une seule fois par appel d'offres/mandat.
- Le soumissionnaire est libre de choisir la personne-clé et la période d'intervention du jeune mandataire.
- Celui-ci doit présenter le potentiel requis. La décision d'autorisation repose sur les données relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.
- Si l'application proposée du principe de parrainage et/ou le mandataire junior prévu ne sont pas considérés comme convaincants, CFF SA est libre de soumettre des modifications.
- Le principe de parrainage n'est pas intégré à l'évaluation de l'offre (critère d'adjudication).
- L'offre de prix déterminante pour la soumission doit être présentée comme si aucun mandataire junior ne devait intervenir.

2.6.5 Preuve

- Les mêmes données doivent être fournies pour le mandataire junior et son parrain (données personnelles, qualifications). Lors de l'indication des références, il convient de présenter les expériences acquises dans le cadre d'autres projets.
- Le soumissionnaire décrit la manière dont sera appliqué le principe de parrainage. Il doit à cet effet indiquer les activités prévues du mandataire junior, son temps de présence dans le cadre du projet ainsi que la répartition du nombre d'heures de travail entre lui et son parrain.
- Le formulaire d'offre (partie F des documents d'appel d'offres) doit être utilisé pour fournir les informations relatives au mandataire junior et au principe de parrainage.

2.6.6 Rémunération

- Au titre de l'encadrement du mandataire junior pendant son temps de présence, le budget horaire proposé et/ou l'honoraire du parrain seront majorés de 10%. Un budget supplémentaire en heures résulte de cette majoration ainsi que de la différence de taux horaire entre le parrain et le mandataire junior.
- La catégorie d'honoraires D s'applique au décompte du mandataire junior.

3. Évaluation de l'offre

3.1 Examen formel

Le soumissionnaire est tenu de remettre une offre exhaustive reposant sur les documents de l'appel d'offres. Seules les offres complètes, dûment signées et présentées dans les délais sont admises à participer à la procédure d'évaluation.

3.2 Critères de qualification

L'évaluation de la qualification se fonde sur les critères de qualification (Q) impératifs suivants:

Critère impératif	Preuves/Confirmations (à justifier dans la partie F1 Offre)
Q1: Capacité suffisante en personnel et en moyens techniques	<p>J1 1 référence de projet au cours des dix dernières années présentant une complexité et des tâches comparables pour chacun des secteurs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> – génie civil; – bâtiment. <p>Plusieurs secteurs peuvent être justifiés dans le cadre du même projet. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier certifiant qu'il exécutera les prestations en cas d'adjudication.</p>
Q2: Rapport approprié entre la valeur du marché par an et le chiffre d'affaires annuel dans le domaine mis en soumission de l'entreprise concernée (à savoir la catégorie de construction en fonction du projet) (environ 30%)	<p>J2 Déclaration du chiffre d'affaires des trois dernières années dans le(s) domaine(s) mis en soumission.</p>

3.3 Critères impératifs d'exigences minimales

L'offre doit impérativement remplir les exigences minimales (EM) ci-dessous, faute de quoi elle ne sera pas prise en compte dans l'évaluation.

Exigence minimale	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>EM1: Qualification suffisante de chaque personne clé prévue.</p> <p>Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Chef de projet – Chef de projet suppléant – Directeur en chef des travaux 	<p>J3 Pour chaque personne clé</p> <p>J3.1 Chef de projet</p> <p>J3.2 Chef de projet suppléant</p> <p>il y a lieu de fournir les preuves suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Indication sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. – 1 référence d'un projet réalisé au

	<p>cours des 10 dernières années et comparable sur le plan de la taille, de la complexité et des attributions du personnel clé impliqué. Le projet de référence doit couvrir les phases partielles SIA 32 « projet de l'ouvrage » à SIA 53 « Mise en service » pour chaque personne-clé. La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication.</p> <ul style="list-style-type: none"> – Connaissances linguistiques en français niveau C1 selon CECRL ou équivalent <p>J3.3 Directeur en chef des travaux il y a lieu de fournir les preuves suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Indication sur la formation et l'expérience professionnelle du personnel clé prévu. – 1 référence d'un projet réalisé au cours des 10 dernières années et comparable sur le plan de la taille, de la complexité et des attributions du personnel clé impliqué. Le projet de référence doit couvrir les phases partielles SIA 41 « Appel d'offres, comparaison des offres, propositions d'adjudication » à 53 « Mise en service » pour chaque personne-clé. La référence fournie doit indiquer, pour l'essentiel, la fonction, les tâches principales et l'expérience acquise. Les projets de référence doivent être terminés ou avoir été réalisés en grande partie. Si la référence exigée provient d'un sous-mandataire, le soumissionnaire doit joindre une attestation de ce dernier confirmant que celui-ci exécutera les prestations en cas d'adjudication. – Connaissances linguistiques en français niveau C1 selon CECRL ou équivalent
EM2: Sécurité Le directeur en chef des travaux doit disposer de l'attestation «Autoprotection - Déplacement sur les voies».	J4 Une copie de l'attestation valable «Autoprotection - Déplacement sur les voies» ou «CS» doit être jointe à l'offre.
EM3: Offre de prestations plausible	J5

<p>Nombre d'heures adéquat pour les tâches à réaliser par phase/phase partielle et répartition adaptée à la mission entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraires.</p> <p>Le maître d'ouvrage prescrit la grille quantitative des heures pour la phase partielle de direction des travaux.</p> <p>Le maître d'ouvrage exige qu'une partie raisonnable des travaux soit exécutée par les personnes clés.</p>	<p>J5.1 Informations sur les heures de prestation prévues par phase/phase partielle (sauf direction des travaux), répartition des activités entre les personnes clés et les autres catégories d'honoraire. Le calcul du nombre d'heures prévues et de leur répartition doit être justifié de manière plausible.</p> <p>J5.2 Répartition par catégorie d'honoraire de la grille quantitative d'heures prescrite par le maître d'ouvrage pour la phase partielle de direction des travaux. Un avis sur le nombre d'heures prescrit par le maître d'ouvrage pour la direction des travaux doit être émis.</p> <p>J5.3 Information sur les heures de prestation prévues par personne clé et phase/phase partielle</p>
--	---

3.4 Critères d'adjudication

3.4.1 Contrôle des critères d'adjudication

L'offre est évaluée à partir des critères d'adjudication (A) ci-après.

Critère d'adjudication	Pondération	Points max.	Justificatifs (à justifier dans la partie F1 Offre)
<p>A1: Analyse du mandat concernant les grands axes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> – Coûts d'investissement – Organisation – Délais et environnement 	<p>(40%)</p> <p>10%</p> <p>10%</p> <p>20%</p>	<p>(200)</p> <p>50</p> <p>50</p> <p>100</p>	<p>J6</p> <p>J6.1 Présentation des principaux générateurs de coûts du projet, des risques de coûts et des mesures innovantes possibles pour maîtriser ou minimiser les coûts</p> <p>J6.2 Présentation de l'organisation de la structure et du déroulement en respectant les délais prescrits/étapes-clés</p> <p>J6.3 Détection des risques liés aux délais et à l'environnement et présentation de mesures possibles</p>
<p>A2: Qualification suffisante pour chaque personne clé prévue. Sont considérées comme personnes clés:</p> <ul style="list-style-type: none"> – le chef de projet; – le chef de projet suppléant; – le directeur en chef des travaux. 	<p>(30%)</p> <p>10%</p> <p>10%</p> <p>10%</p>	<p>(150)</p> <p>50</p> <p>50</p> <p>50</p>	<p>Les preuves suivante s'appliquent à l'exception des compétences linguistiques demandées qui ne sont pas évaluées ici:</p> <p>J3.1</p> <p>J3.2</p> <p>J3.3</p>
A3: Prix	30%	150	J7 Prix de l'offre
Total	100%	500	

3.4.2 Évaluation des critères d'adjudication qualitatifs (A1 à A2)

L'évaluation des critères d'adjudication qualitatifs s'effectue comme suit:

Note	Degré de satisfaction des critères	Données et réalisation
1.0	Très mauvais	Données insuffisantes
2.0	Mauvais	Données sans rapport suffisant avec le projet
3.0	Normal, moyen	Données de qualité moyenne, conformes aux exigences de l'appel d'offres.
4.0	Bon	Données de bonne qualité
5.0	Très bon	Données d'excellente qualité, offre hautement novatrice

Pour le critère marqué d'une * dans le tableau des critères d'adjudication, seule une note de 3 à 5 est attribuée, car un niveau de qualité minimal (= note 3) est garanti par les «exigences minimales pour la prestation à fournir» ci-avant.

Pour autant que CFF SA accepte les réserves commerciales, techniques, de processus ou juridiques du soumissionnaire, celles-ci seront quantifiées et intégrées au prix de l'offre en vue de la comparaison des offres reçues.

Prise en compte des frais supplémentaires et des économies : Si une offre conduit, dans le cadre de son exécution, à des modifications des frais incombant aux tiers et au maître d'ouvrage (trains de chantier, personnel, sécurité, livraisons, frais de projet, direction des travaux, etc.), ces frais supplémentaires et ces économies seront ajoutés ou déduits de la somme due afin de permettre la comparaison des offres.

La note multipliée par la pondération correspondante donne le nombre de points pour le critère qualitatif d'adjudication respectif.

3.4.3 Évaluation du prix (A3)

L'offre présentant le prix le plus bas obtient le maximum de points. Les offres qui dépassent de +100% le prix le plus bas obtiennent 0 points. L'attribution des points au sein de cette marge de fluctuation est effectuée de manière linéaire.

Pour l'attribution des points, on utilise la formule ci-après. Chaque valeur est arrondie commercialement par le bas ou par le haut au point entier.

$$\text{Points} = M * \left[\frac{P_{\max} - P}{P_{\max} - P_{\text{best}}} \right]$$

Légende:

M = Nombre maximum de points à attribuer

P = Prix de l'offre à évaluer

P_{best} = Prix de l'offre la plus avantageuse

P_{max} = Prix au niveau duquel la courbe de valeur coupe le point zéro [P_{best}*(2.0)]

Exemple de calcul

Maximum de points se rapportant au prix pour une pondération du prix de 30% = 150 points

- L'offre du soumissionnaire A s'élève au total à CHF 5 300 000.– (= prix le plus élevé).
- L'offre du soumissionnaire B s'élève au total à CHF 3 500 000.–.
- L'offre du soumissionnaire C s'élève au total à CHF 2 600 000.– (= prix le plus bas/Pbest).

$P_{max} = P_{best} \times 2.0 = \text{CHF } 5\,200\,000.-$.

Il en résulte l'attribution de points suivante:

- Le soumissionnaire A obtient 0 point: $P > P_{max}$ (dépassement de la marge de fluctuation)
- Le soumissionnaire B obtient 98 points $[150 \times (5\,200\,000 - 3\,500\,000) / 5\,200\,000 - 2\,600\,000]$
- Le soumissionnaire C obtient 150 points $[150 \times (5\,200\,000 - 2\,600\,000) / (5\,200\,000 - 2\,600\,000)]$

3.4.4 Rentabilité globale

Le marché est adjudgé à l'offre ayant obtenu le plus grand nombre de points. Si plusieurs offres présentent, après l'évaluation, le même nombre de points, l'adjudication est attribuée au soumissionnaire qui propose le plus grand nombre de places d'apprentissage par rapport à son effectif.

CFF SA se réserve le droit d'inviter les soumissionnaires à une présentation visant à établir la pertinence de l'évaluation. Les soumissionnaires ne peuvent pas prétendre à une telle invitation.

L'adjudication dépend de l'octroi de toutes les autorisations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi qu'à l'approbation du crédit par l'organe compétent de CFF SA.

3.4.5 Autres documents à remettre ultérieurement

Au cours de l'évaluation des offres, CFF SA se réserve le droit d'exiger des documents complémentaires tels que:

- Extrait du registre du commerce
- Extrait de la caisse de compensation (AVS, AI, AC)
- Attestation SUVA
- Assurance LPP
- Attestation de conformité fiscale
- Indications concernant les places de formation offertes
- Autres documents selon annexe 3 OMP.

3.5 Négociations

CFF SA se réserve expressément le droit de négocier.

4. Soumission de l'offre

4.1 Conditions

L'offre doit être présentée au moyen des formulaires (partie F des documents de l'appel d'offres) en deux exemplaires. Les documents complémentaires à remettre sont décrits à la partie F1 Offre des présents documents d'appel d'offres.

En outre, l'ensemble de l'offre doit être remis sous forme électronique au format PDF (clé USB). En cas de divergences, les documents de l'offre remis sur papier font foi.

Les offres doivent être rédigées en français et libellées en CHF, puis envoyées à l'adresse suivante:
Chemins de fer fédéraux suisses CFF SA
Achats Infrastructure, Projets de construction
Région Ouest
Jacques Masserey
Avenue de la Gare 43
CH-1003 Lausanne

Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

Un mail de confirmation de l'envoi de l'offre sera envoyé à l'adresse jacques.masserey@sbb.ch.
Ne pas envoyer en recommandé.

La validité de l'offre est de six mois à partir de la date limite de réception des offres. Le soumissionnaire n'est pas dédommagé en échange de son offre.

4.2 Exigences formelles

Est déterminant le timbre ou le code-barres d'un office postal suisse (les marques d'affranchissement d'entreprises ne sont pas déterminantes), respectivement, pour les candidats étrangers, le récépissé d'une représentation diplomatique ou consulaire suisse. Si les soumissionnaires remettent leur offre à une représentation diplomatique ou consulaire suisse à l'étranger, les soumissionnaires doivent envoyer à CFF SA par e-mail (jacques.masserey@sbb.ch), dans le délai imparti pour la remise des offres, un accusé de réception de la représentation correspondante. Les offres ne peuvent pas être remises personnellement, respectivement ne seront pas acceptées sur place.

Sur l'enveloppe, inscrire les mentions suivantes:

«NE PAS OUVRIR – ZEB, Lausanne-Palézieux, amélioration du distancement»